

Gabon : corps politiques et coup d'État



L'engagement des artistes
de zouglou en Côte d'Ivoire

Gouverner par les armes
au Burkina Faso

Gabon : corps politiques et coup d'État

Dossier Le coup d'État militaire du 30 août 2023 au Gabon marque-t-il un tournant majeur pour ce pays stratégique d'Afrique centrale, longtemps considéré comme un bastion de stabilité autoritaire sous le régime des Bongo ? Quelles fractures sociales, politiques et juridiques ont conduit à l'affaiblissement du pouvoir déchu ? Comment les affects politiques, les expériences corporelles et les pratiques culturelles traduisent-ils les tensions et les espoirs des Gabonais ? Ce dossier réunit six contributions qui éclairent les multiples facettes d'un événement qui ne peut être réduit soit à une rupture radicale, soit à un simple retour à l'ordre ancien. Il propose une réflexion critique, fondée sur une approche par le bas, des processus de transformation politique au Gabon, en articulant l'analyse des logiques de pouvoir avec celles des recompositions sociales et des différents registres d'expérience des citoyens gabonais.

Coordonné par
Florence Bernault
et Joseph Tonda
avec les contributions
de Joseph Tonda,
Florence Bernault,
Placide Ondo,
Mahéba Tonda,
Alice Aterianus-Owanga
et Augustin Emane.

Recherches « Faire le pont entre la rue et le pouvoir »
ou le difficile équilibre de l'engagement
des artistes de zouglou en Côte d'Ivoire

Léo Montaz

Gouverner par les armes au Burkina Faso :
militariser le pouvoir et milicianiser la société

Tanguy Quidelleur

Lectures *Chronique bibliographique. Lectures des pétrocrates
sénégalais face à la galaxie fossile*

Olivier Vallée

Lu, vu, entendu

Politique africaine

*Gabon : corps politiques
et coup d'État*

Éditions KARTHALA
22-24, boulevard Arago
75013 Paris

Rédaction

Les Afriques dans le monde – Sciences Po Bordeaux

Domaine universitaire

11, allée Ausone - 33607 Pessac cedex

e-mail : politique-africaine@sciencespobordeaux.fr

site Internet : <https://polaf.hypotheses.org/>

La rubrique Lectures continue d'être éditée au secrétariat parisien de la revue. Les livres pour compte rendu doivent être envoyés à l'adresse suivante: Séverine Awenengo Dalberto, bureau 3.188, Campus Condorcet, Bâtiment Recherche Sud, 5, cours des Humanités, 93322 Aubervilliers Cedex.

Directeur de la publication : Vincent Foucher

Rédaction en chef : Séverine Awenengo Dalberto, Nadine Machikou Ngameni, Sabine Planel et Boris Samuel

Responsables de rubrique : Altaïr Despres (Recherches, Conjoncture), Émilie Guitard (Lectures)

Secrétaire de rédaction : Yann Lézénès

Comité de rédaction : Marie Brossier, Chloé Buire, Andrea Ceriana Mayneri, Mériam Cheikh, Sidy Cissokho, Dominique Connan, Altaïr Despres, Sandra Fancello, Emanuele Fantini, Tim Gibbs, Jacobo Grajales, Mehdi Labzaé, Marianne Morange, Étienne Smith, Ousmane Zina

La revue **Politique africaine** est publiée par l'Association des chercheurs de *Politique africaine* (président Vincent Foucher, trésorier Alexis Roy, secrétaire général Mehdi Labzaé). Avec le soutien du Centre de recherches internationales (CERI, Sciences Po), de l'UMR Les Afriques dans le monde (LAM, Sciences Po Bordeaux), de l'Institut des mondes africains (Imaf) et de l'INSHS.

Avec le concours du Centre national du livre.

Politique africaine est une revue à comité de lecture. Les opinions émises n'engagent que leurs auteurs. La revue n'est pas responsable des manuscrits qui lui sont confiés et se réserve le droit de modifier les articles pour des raisons éditoriales.

Édition, ventes et abonnements

Karthala, 22-24, boulevard Arago, 75013 Paris

Tél. : 01 43 31 15 59 Fax : 01 45 35 27 05

e-mail : karthala@orange.fr • site Internet : www.karthala.com

Bulletin d'abonnement et bon de commande en fin d'ouvrage

© Éditions Karthala, 2024

ISBN : 978-2-38409-305-2

(Première édition papier, 2024)

Conception graphique : Bärbel Müllbacher

Photo de couverture : Manifestants anti-Bongo à Libreville, 30 août 2023. © AFP.

DOSSIER

Gabon : corps politiques et coup d'État

COORDONNÉ PAR FLORENCE BERNAULT ET JOSEPH TONDA

PRÉSENTATION DU DOSSIER PAR LA RÉDACTION
DE POLITIQUE AFRICAINE

GABON : CORPS POLITIQUES ET COUP D'ÉTAT

En 2009, *Politique africaine* consacrait un dossier au Gabon qui analysait les recompositions politiques suivant la disparition d'Omar Bongo et l'arrivée au pouvoir d'Ali Bongo Ondimba. Quinze ans plus tard, le coup d'État militaire du 30 août 2023 constitue un moment clé pour réfléchir de nouveau aux mutations politiques, sociales et juridiques du pays. Coordonné par Florence Bernault et Joseph Tonda, le dossier « Gabon : corps politiques et coup d'État » rassemble des contributions qui explorent les dynamiques liées à cet événement. Plutôt que de se limiter aux dimensions ayant trait à la politique internationale ou aux seuls acteurs principaux du coup d'État, il croise les regards sur les logiques de pouvoir, les expériences vécues et les imaginaires politiques qui l'entourent. Ce dossier met en lumière les tensions existantes entre restauration et transformation, entre héritages coloniaux et recompositions contemporaines. En s'inscrivant dans une perspective de moyenne durée, il interroge la manière dont les dynamiques patrimoniales et familiales du régime Bongo, tout comme les pratiques juridiques, culturelles ou sociales, participent à la compréhension de cet événement récent. Les analyses des corps, des discours et des représentations sociales permettent en effet d'éclairer les continuités historiques et les ruptures introduites par le coup d'État, tout en soulignant l'incertitude d'un contexte en pleine recomposition.

La première contribution, « Le prince paresseux et le potentat conservateur. Ali Bongo, Clotaire Oligui Nguema et le coup d'État au Gabon » co-écrit par Joseph Tonda et Florence Bernault, examine les dynamiques internes qui ont conduit au coup d'État du 30 août 2023. Le texte met en lumière l'érosion progressive du régime d'Ali Bongo, affaibli par les rivalités croissantes au sein de son clan familial après son AVC en 2018 et par l'effritement de ses soutiens politiques au sein du Parti démocratique gabonais (PDG). Ces divisions ont

ébranlé les logiques patrimoniales et de redistribution qui avaient structuré le pouvoir sous Omar Bongo, ouvrant la voie à une intervention militaire. L'article interroge la notion de «restauration» promue par le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI). Tonda et Bernault montrent que le projet procède d'une «révolution conservatrice», dans le cadre de laquelle l'État familial se réorganise autour de la figure tutélaire d'Omar Bongo, en même temps qu'il promeut un «ethos de gouvernement masculiniste» axé sur le contrôle social et la valorisation des hiérarchies traditionnelles. La démarche du CTRI semble bien consister à réorganiser les alliances entre élites politiques et militaires afin de consolider la légitimité du nouveau régime militaire.

Dans «De la suffocation comme mode d'existence. Pouvoir et bio-fétichisme du corps au Gabon», Florence Bernault explore les imaginaires corporels et sensibles mobilisés pour exprimer l'oppression sous le régime déchu et les aspirations qu'a fait naître le coup d'État. En mobilisant le concept de «bio-fétichisme», elle analyse comment les affects politiques, notamment ceux de la «honte» et de l'«indignité», ont joué un rôle central dans le rejet d'Ali Bongo. Ces émotions traduisent un sentiment d'étouffement social, amplifié par la perte de prestance physique et politique du président après son AVC en 2018. L'article établit des liens entre les dynamiques de ces affects et la longue histoire des biopolitiques coloniales et postcoloniales au Gabon. Cette analyse ouvre la voie à une compréhension plus fine de la manière dont les manifestations du pouvoir autant que celles de sa critique «incorporent» les existences ordinaires.

C'est plus précisément sur les effets politiques et sociaux induits par la maladie d'Ali Bongo que se concentre l'article «Contrôle du corps malade d'Ali Bongo et déliquescence du pouvoir». En s'appuyant sur une enquête fine et documentée, Placide Ondo montre comment l'AVC du président a accentué la fragmentation des alliances intrafamiliales, autrefois centrales dans l'équilibre patrimonial du régime d'Omar Bongo. Il explore également la manière dont le clan de Sylvia et Nourredin Bongo a cherché à verrouiller le pouvoir en écartant les grandes familles et les élites régionales, ce qui a exacerbé les tensions au sein de l'État familial gabonais. Ce texte met en lumière le fait que la crise du pouvoir, alimentée par cette fragmentation, a préparé le terrain pour l'intervention militaire orchestrée par le général Oligui Nguema. Ainsi, Ondo propose d'appréhender ces luttes internes comme un facteur déclencheur du coup d'État, en analysant l'interconnexion entre les crises de pouvoir familial et politique.

La question de ces tensions internes et sociales est également abordée dans la contribution de Mahéba Tonda. Dans «Sodomythes, homosexualité et valeur de la vie», il analyse un imaginaire homophobe qualifié de «sodomythes», qui associe l'homosexualité à la corruption et à la décadence morale du régime déchu – un imaginaire que l'image retenue pour la couverture de ce numéro incarne de manière saisissante. L'article examine les rumeurs et les discours diffusés sur les réseaux sociaux et dans les conversations publiques établissant un lien entre pratiques sexuelles «déviantes» et obtention de postes de pouvoir

sous Ali Bongo. En mettant en lumière ces représentations, Mahéba Tonda montre comment les corps et les sexualités sont politisés dans le contexte gabonais post-coup d'État. L'article s'intéresse aussi à la manière dont ces représentations jouent un rôle dans la dynamique de rejet des élites politiques et dans la reconstruction de nouvelles normes sociales dans un Gabon en transition. Cette analyse s'inscrit dans une réflexion plus large sur la façon dont les tensions entre ce qui est perçu comme des valeurs « traditionnelles » et des influences « extérieures » contribuent à la redéfinition du pouvoir.

Les pratiques culturelles, en particulier la musique, ont également une influence centrale sur la recomposition des rapports de pouvoir, comme le souligne Alice Attenarius-Owanga dans « Kounabélisme, culture et coup d'État. Économies morales et technologies politiques de la musique au Gabon ». À travers ce néologisme issu des cercles du hip-hop gabonais, elle explore l'instrumentalisation des pratiques artistiques par les élites politiques. L'article montre comment les artistes s'inscrivent dans des « économies morales » façonnées par des valeurs qui se révèlent contradictoires, le pouvoir et la citoyenneté. À travers des enquêtes ethnographiques et des analyses des productions musicales, l'autrice met en lumière la manière dont la musique, tout en étant une forme de résistance, devient aussi un outil stratégique pour légitimer ou contester le pouvoir en place. Ce texte permet ainsi de comprendre le rôle que joue la musique dans les processus de transformation sociale et politique post-coup d'État.

Enfin, l'article « Usages et mésusages du droit au Gabon », écrit par Augustin Emame, examine en quoi les pratiques juridiques sous Ali Bongo ont contribué à miner la légitimité du régime. Emame montre que les manipulations institutionnelles, notamment dans le cadre de la gestion électorale, ont été perçues comme une instrumentalisation du droit visant à maintenir une façade démocratique. L'article interroge le paradoxe d'un État affichant un respect des règles tout en les détournant systématiquement, renforçant ainsi un sentiment d'injustice parmi les citoyens. Ce cadre légal biaisé, selon Emame, a grandement contribué à faire du coup d'État un acte nécessaire pour restaurer la légitimité de l'État gabonais. Ainsi, cet article complète les analyses précédentes en mettant en lumière les dimensions institutionnelles qui expliquent le déclin du régime, et la manière dont les pratiques juridiques ont été instrumentalisées afin de faire perdurer un pouvoir de plus en plus contesté.

À travers l'ensemble de ces contributions, ce dossier éclaire les multiples facettes d'un événement qui ne se résume ni à une rupture radicale, ni à un simple retour à l'ordre ancien. Il propose une réflexion critique et par le bas sur les processus de transformation politique au Gabon, en articulant l'analyse des logiques du pouvoir, des recompositions sociales et des imaginaires incarnés ■

DOSSIER

JOSEPH TONDA ET FLORENCE BERNAULT

**LE PRINCE PARESSEUX
ET LE POTENTAT CONSERVATEUR.
ALI BONGO, CLOTAIRE OLIGUI NGUEMA
ET LE COUP D'ÉTAT AU GABON**

Cet article replace le coup d'État au Gabon dans l'épaisseur de dynamiques historiques et sociologiques longues. Contre Ali le « prince paresseux », le général Oligui Nguema et ses alliés ont défini le coup comme une « restauration » plutôt que comme une révolution. Nous avançons qu'il est intervenu dans la continuité des « ethno-patriotismes » qui ont surgi en Afrique au moment des indépendances en s'appuyant sur la restauration d'un ordre moral masculiniste, chrétien et national. La recomposition politique entamée par le général sur le modèle de « l'État familial » d'Omar Bongo renforce le rôle d'Oligui Nguema en tant que « potentat conservateur » basé sur la vieille tradition équatoriale et sur des modes de gouvernance (post)coloniaux. Nous montrons enfin que le corps, le sang et le sexe demeurent les métaphores essentielles du pouvoir au Gabon.

Le coup d'État du 30 août 2023 au Gabon a surpris la majorité des observateurs de ce petit pays riche en pétrole (septième producteur du continent) et zone stratégique pour l'influence française en Afrique centrale. Beaucoup l'associèrent à « l'épidémie de putschs » fustigée par Emmanuel Macron¹. Sans être faux, ce raccourci tend à privilégier une analyse surplombante, attachée à décrypter le déclin de l'influence française en Afrique. De plus, la métaphore de la contagion s'enracine dans une vision raciste ancienne, qui dénie aux sociétés africaines un fonctionnement politique normal. Certes, les commentateurs ont rapidement souligné que les contextes politiques entre les coups perpétrés au Sahel et celui au Gabon étaient différents. Mais ne restent souvent à disposition du public que deux focales déformantes, le contexte global ou le décryptage fasciné des principaux acteurs politiques, le président déchu Ali Bongo et le général qui lui a succédé à la tête du pays, Brice Oligui Nguema. Le long étouffement des forces vives du pays par le pouvoir, l'oscillation des « économies morales » des Gabonais et la place importante de leur « intimité culturelle » avec les élites au

1. Discours d'Emmanuel Macron devant les ambassadeurs réunis à l'Élysée le 28 août. Sur la métaphore de l'épidémie, voir l'éditorial du *Monde* : « France-Afrique : la contagion gabonaise », *Le Monde*, 30 août 2023.

pouvoir restent mal compris². En nous appuyant sur le travail de nos collègues dans ce numéro, nous ciblons l'épaisseur des récentes dynamiques politiques et civiques du Gabon, de l'intérieur et par le bas, pour tenter d'offrir une meilleure compréhension des facteurs décisifs qui ont contribué à l'affaiblissement du pouvoir déchu, et aux registres de l'expérience des Gabonais ordinaires.

Afin d'analyser le coup d'État et de comprendre les premières orientations adoptées par le nouveau gouvernement gabonais, nous examinons d'abord la forte érosion du soutien au gouvernement d'Ali Bongo, provoquée en partie par la dégradation des conditions de vie et le déclin économique du pays depuis 2009. Un aspect remarquable de cette détérioration politique et matérielle fut sa traduction en sentiments et affects politiques, ceux de la « honte » et de l'« indignité », humeurs dont les chercheurs ont montré le rôle essentiel dans l'appréhension des changements politiques et sociaux³. La figure d'Ali Bongo, souvent moquée par les Gabonais comme celle d'un « prince paresseux », fut la cible principale de ce mécontentement populaire. Nous nous tournons ensuite vers le général Brice Clotaire Oligui Nguema, dont nous retraçons le parcours personnel sous Omar Bongo et le positionnement politique vis-à-vis des grandes familles gabonaises, piliers traditionnels de l'État. Oligui Nguema offre l'image d'un potentat conservateur, basée à la fois sur une réinvention de la vieille tradition équatoriale (mérite individuel et prestige du corps, générosité, force personnelle appuyée sur le monde des ancêtres) et sur des modes de gouvernance empruntés à la période coloniale (autoritarisme, centralisation, masculinisme et catholicisme)⁴. Sur un plan politique plus large, après les cycles de la « Rénovation » d'Omar Bongo (1967-2009), puis de l'« Émergence » prônée au début de son mandat par Ali Bongo (2009-2023), la Restauration s'impose déjà comme la troisième grande ère de la politique gabonaise depuis les indépendances en 1960. Nous l'entendons essentiellement comme une réinvention des traditions et des légitimités politiques mise au service de la réaffirmation symbolique et du retour au pouvoir de la famille d'Omar Bongo. Le coup du 30 août 2023 a été en effet défini par le général Oligui Nguema et ses alliés comme une restauration plutôt que comme une révolution, un « coup de liberté » plutôt qu'un coup d'État.

2. E. P. Thompson, *The Making of the English Working Class*, Londres, Victor Gollancz Ltd, 1963 ; J. C. Scott, *The Moral Economy of the Peasant: Rebellion and Subsistence in Southeast Asia*, New Haven, Yale University Press, 1976 ; M. Herzfeld, *Cultural Intimacy: Social Poetics in the Nation-State*, 2^e édition, New York/Londres, Routledge, 2004.

3. J.-F. Bayart, A. Mbembe et C. Toulabor, *Le politique par le bas en Afrique noire. Contribution à une problématique de la démocratie*, Paris, Karthala, 1992 ; M. G. Schatzberg, *Political Legitimacy in Middle Africa: Father, Family, Food*, Bloomington, Indiana University Press, 2001 ; B. Hibou et M. Tozy, *Tisser le temps politique au Maroc. Imaginaire de l'État à l'âge néolibéral*, Paris, Karthala, 2020 ; E. Pommerolle, « Routines autoritaires et innovations militantes. Le cas d'un mouvement étudiant au Cameroun », *Politique africaine*, n° 108, 2007, p. 155-172.

4. Sur la tradition équatoriale, voir J. Vansina, *Paths in the Rainforests: Towards a History of Political Tradition in Equatorial Africa*, Madison, University of Wisconsin Press, 1990. Sur l'invention de la tradition, voir E. Hobsbawm et T. Ranger (dir.), *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983.

Or, tout en pouvant être replacée dans le contexte de la série de restaurations autoritaires en Afrique qui ont déjà été analysées dans cette revue, cette dernière présente des caractéristiques particulières⁵. Dans le cas du Gabon, le coup d'État, puis les premières décisions du gouvernement n'ont pas été portés par un soulèvement populaire massif. Le terme de restauration, cependant, reste pertinent pour comprendre le contexte gabonais : comme nous le démontrons ici, il s'agit du retour hégémonique d'un groupe socio-politique renouvelé, celui des autorités « traditionnelles », masculines et régionales soucieuses de restaurer l'ordre familial incarné par le président Omar Bongo.

Selon nous, cette restauration s'inscrit par ailleurs dans la continuité des « ethno-patriotismes » qui ont émergé dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne au moment des indépendances⁶. Contre la poussée progressiste et révolutionnaire des mouvements prophétiques et la montée du pouvoir des jeunes, des femmes, et des « déracinés » navigant autour de ces mouvements, les leaders régionaux firent appel à une reconstruction ethnique et traditionnelle, largement réinventée, pour asseoir les nouvelles structures de l'autorité locale et nationale. Leurs « théories patriotiques » furent basées sur le recours aux nativismes (identité ethnique, légitimité territoriale), à l'ordre moral civique et national, aux hiérarchies des Églises historiques, et au contrôle de la dissidence des jeunes et des femmes. Les premières lois promulguées par le CTRI (Comité pour la transition et la restauration des institutions), nous le verrons, sont inspirées de ces politiques. De plus, la restauration engagée par le général Oligui Nguema et le CTRI s'appuie sur une véritable recomposition familiale de la Nation, dont l'horizon politique semble être de revenir à l'âge d'or de la dictature patriarcale et patrimoniale d'Omar Bongo⁷. La prise du pouvoir par Ali Bongo avait affaibli les liens inter et intrafamiliaux qui constituaient un dispositif essentiel du pouvoir de l'État gabonais sous Omar Bongo. Comme le démontre Placide Ondo, après l'AVC du président en 2018, Sylvia et Valentin Nourredin Bongo cherchèrent à cantonner le pouvoir à un clan restreint et refermé sur lui-même, en neutralisant tous ceux qui pouvaient constituer un contre-pouvoir : la fratrie, les autres grandes familles, les adversaires politiques et la société civile. En remobilisant le soutien des grandes familles gabonaises écartées par Ali Bongo, le général Oligui Nguema cherche à reconstruire un nouveau clan politique, élargi et modelé sur

5. Dans leur introduction, Allal et Vannetzel montrent les dynamiques et les ambivalences des restaurations en Afrique, et expliquent bien, comme c'est le cas ici, qu'il ne s'agit pas, bien souvent, d'un simple retour à l'ordre ancien. A. Allal et M. Vannetzel, « Des lendemains qui déchantent ? Pour une sociologie des moments de restauration », *Politique africaine*, n° 146, 2017, p. 5-28.

6. D. R. Peterson, *Ethnic Patriotism and the East African Revival: A History of Dissent, c. 1935-1972*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012.

7. J.-F. Bayart, *L'énergie de l'État. Pour une sociologie historique et comparée du politique*, Paris, La Découverte, 2022.

les techniques patrimoniales à l'œuvre entre 1967 et 2009, autour d'un ancêtre commun, Omar Bongo⁸.

Enfin, nous plongeons plus profondément dans les imaginaires du pouvoir et les intimités culturelles entre élites et gens ordinaires, lesquelles sous-tendent les débats politiques et les attentes des Gabonais. En examinant les espaces de « refondation démocratique » ouverts par les acteurs sociaux⁹, nous parlerons de la dimension politique du corps humain, en tant que métaphore du pouvoir, mais aussi en tant qu'outil et réceptacle concret de la puissance publique. Corps, sang et sexe (y compris les alliances matrimoniales), en effet, restent les métaphores essentielles du pouvoir au Gabon.

LE GABON D'ALI BONGO, PRINCE PARESSEUX ET COSMOPOLITE

Organisé en secret par une partie de l'armée, le coup d'État ne fit appel à la participation de la population gabonaise qu'après le renversement du régime, en laissant libre cours à la liesse de la rue librevilloise et à son soutien immédiat aux putschistes. Ceci ne doit pas voiler l'érosion spectaculaire de la popularité du régime d'Ali Bongo, surtout après la répression des manifestations post-électorales de 2016 et l'AVC du président en 2018. Le déclin économique du pays, la perte de prestance physique et politique du président, le spectacle d'un État sapé par l'incompétence d'étrangers et de jeunes arrogants furent ressentis par les citoyens et citoyennes du pays comme une dégradation les affectant à un niveau individuel, quasi intime. Leur situation morale depuis l'accession d'Ali Bongo au pouvoir en 2009, après une courte lune de miel lors de la campagne pour « l'Émergence », fut caractérisée par la honte et l'indignité, explicitée avec force par Albert Ondo Ossa, le candidat unique de l'opposition, le 19 août 2023¹⁰.

Au premier chef, les Gabonais se sentaient avilis par ce qu'ils considéraient comme l'absence de prestance et d'envergure de leur président ; « médiocre », « peu intelligent », « vilain », « laid » étaient autant d'adjectifs communément utilisés à son encontre. Après l'accident vasculaire cérébral subi par Ali lors d'un voyage en Arabie saoudite, le 24 octobre 2024, les railleries du public se déchaînèrent sur les réseaux sociaux. On peut citer par exemple des commentaires publiés en ligne après l'accueil d'Emmanuel Macron par le président à Libreville

8. P. Ondo, « Contrôle du corps malade d'Ali Bongo et déliquescence du pouvoir : le coup d'État comme reconsolidation du régime Bongo », dans ce numéro.

9. D. Graeber, « La démocratie des interstices. Que reste-t-il de l'idéal démocratique ? », *Revue du Mauss*, n° 26, 2005, p. 41-89 ; A. Aterianus-Owanga, « Kounabélisme, culture et coup d'État. Économies morales et technologies politiques de la musique au Gabon », dans ce numéro.

10. Il déclara à la télévision gabonaise : « Il faut redonner au Gabonais sa dignité. » Groupe Gabon Télévisions, « Un candidat, un projet. Invité Albert Ondo Ossa » [en ligne], 19 août 2023, 20 min 34, <https://www.youtube.com/watch?v=f_e3vfbFww>, consulté le 30 mars 2024.

en mars 2023 : « Ali Bongo n'est plus un homme vivant, Ali Bongo est un cadavre vivant », « Non mais ! quelle honte¹¹ !!! » Dans les conversations privées comme sur les réseaux sociaux, le surnom d'« *Ibubu* » (gorille) décrivait la laideur du président et son statut d'être oscillant entre l'animal et l'homme, entre la dignité de la fonction et le ridicule de la personne¹².

C'est à l'aune de la détestation d'Ali, surtout après 2016, qu'il faut comprendre la reprise d'une figure politique particulière lors de la campagne électorale, celle du « Gabonais normal ». Pour l'opposition comme pour l'opinion publique, cette expression donnait corps à un rêve politique, celui de la promotion au pouvoir d'une personne véritablement gabonaise, aux origines claires et aux ancêtres connus, qui obéissait aux règles morales élémentaires et qui n'était pas possédée par la soif de l'argent et de la puissance à tout prix. Albert Ondo Ossa, encore une fois, traduisit clairement cette aspiration durant son interview officielle à la télévision : après avoir chassé les Bongo, déclara-t-il, il faut chercher un chef d'État qui serait « un Gabonais normal [...] ni prisonnier du pouvoir, ni esclave du pouvoir¹³ ». Quelques semaines après le coup d'État, un compte Facebook publiait, sous le titre « Un Gabonais normal » suivi du drapeau national, un poste sur Raymond Ndong Sima, le nouveau Premier ministre nommé par le général Oligui Nguema. Les photos du ministre occupé à entretenir ses diverses plantations furent saluées par les commentaires élogieux du public : « Respect » ; « Les exemples qui nous ont tant manqués » ; « Félicitations Mr le Premier Ministre... vous encouragez les Gabonais sur une bonne voie¹⁴. »

Comme le montre Placide Ondo dans ce numéro, les Gabonais, y compris ceux qui soutenaient le régime, se sentaient menacés par le rôle des étrangers et de la *Young Team*. Le candidat Boniface Assélé déclara ainsi, pendant la campagne électorale de l'été 2023 :

« Il se trame sous nos yeux ce qu'on pourrait qualifier de grand remplacement, [qui] s'opère à la Présidence, au Gouvernement, à la Mairie centrale de Libreville ainsi que dans certains secteurs de souveraineté : les Étrangers prennent discrètement le contrôle des postes à la place des Gabonais¹⁵. »

Dès le début de son mandat, Ali Bongo avait été accusé d'être un enfant biafrais adopté par Omar Bongo au Nigeria. Ses grands argentiers, comme Maixent Accrombessi, l'ancien directeur de cabinet du président, étaient d'origine

11. AFP Images, « Macron accueilli à Libreville par son homologue Ali Bongo Ondimba » [en ligne], 2 mars 2023, <<https://www.youtube.com/watch?v=qlyjWjgxO7Y>>, consulté le 30 mars 2024.

12. Omar Bongo n'a jamais été qualifié de laid par les Gabonais. Entretien avec Joseph Tonda, 31 mars 2024.

13. Groupe Gabon Télévisions, « Un candidat, un projet. Invitée Albert Ondo Ossa », 19 août 2023, 19 min 37.

14. Compte Facebook, « Je n'ai pas choisi d'être Gabonais, j'ai juste de la chance » [en ligne], 19 septembre 2023, <https://www.facebook.com/story.php/?story_fbid=285192720938370&id=100083429316497>, consulté le 30 mars 2024.

15. P. Ondo, « Contrôle du corps malade d'Ali Bongo... », art. cité.

béninoise. Pendant ce temps, disaient les Gabonais, les meilleurs hommes et femmes du Gabon « restaient assis à la maison ». Le chômage et le népotisme étaient donc en partie vécus non seulement comme le résultat de la gabegie des puissants, mais aussi comme un vol des positions de pouvoir par de sorniois étrangers et une équipe de jeunes ambitieux, la « *Young Team* », dont le manque abyssal d'expérience n'avait d'égal que leur morgue infinie. L'expression générationnelle « être né avant la honte » fut une des formes discursives que prit la réaction des Gabonais devant l'immoralité, les exactions et, de manière plus générale, les comportements considérés comme déviants de ces jeunes nantis.

De plus, le rôle des femmes dans l'entourage familial et politique d'Ali semblait dévoyer le pacte masculin et nativiste inauguré par Léon Mba et poursuivi par Omar Bongo. Sous la présidence d'Omar en effet, les femmes ambitieuses avaient généralement été écartées du pouvoir, comme Pascaline, la sœur d'Ali, ou Joséphine (Patience Dabany), la première femme d'Omar. Mais certaines revinrent au premier plan sous Ali : en particulier Marie-Madeleine Mbourantsouo, surnommée « 3M ». Avec Sylvia Bongo, « 3M » fut érigée en symbole exécré de la féminisation du pouvoir d'Ali. À la tête de la Cour constitutionnelle depuis sa création en 1991, 3M décida de l'issue de toutes les crises de la gouvernance d'Ali. En 2016, elle confirma l'élection frauduleuse d'Ali Bongo. Le 14 novembre 2018, après l'AVC du président, elle assura la continuité du pouvoir du régime en ajoutant un alinéa à l'article 13 de la constitution gabonaise introduisant la notion d'« indisponibilité temporaire » du président de la République.

Par ailleurs, la nomination de Français et d'Occidentaux à des postes stratégiques donna l'image d'une sorte de recolonisation du Gabon, unique en Afrique subsaharienne. En premier lieu, l'épouse française d'Ali, Sylvia Bongo, et l'Anglais Lee White, ministre des Eaux et forêts et de l'environnement depuis 2019, et qui favorisa peut-être la décision du Gabon de rejoindre le Commonwealth en 2022¹⁶. Les manœuvres du jeune marseillais Brice Fargeon Laccruche Alihanga (dit BLA) donnèrent corps à la menace d'une véritable reconquête politique du Gabon par un Français, rappelant aux Gabonais – en tout cas aux plus âgés – les souvenirs mitigés de « la coloniale ». Directeur de cabinet d'Ali Bongo Ondimba depuis 2017, la visibilité de BLA atteignit son sommet en août et septembre 2019 lorsqu'il entama une tournée dans les régions au nom du PDG (Parti démocratique gabonais, au pouvoir de 1968 à 2023). Malade, Ali était alors incapable de

16. O. Poole, « Leading Conservationist Appointed to Gabon's Government », *The Independent*, 12 juin 2019. Lee White fut aussi l'emblème de la nouvelle emprise des préoccupations environnementales de l'Occident sur le Gabon, souvent critiquées par les habitants des régions rurales. Le Gabon a rejoint le Commonwealth en juin 2022, initiative interprétée par la France comme un affaiblissement de son *soft power* en Afrique et dans ses anciennes colonies. Y. Bourdillon, « Le Commonwealth s'élargit au Togo et au Gabon » [en ligne], *Les Échos*, 27 juin 2022, <<https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/le-commonwealth-selargit-au-togo-et-au-gabon-1435455>>, consulté le 5 avril 2024.

prendre cette initiative. Dans le Haut-Ogooué, fief des Bongo, les populations accueillirent BLA comme un vice-président¹⁷.

Alors qu'Omar Bongo avait utilisé le PDG comme un réservoir d'hommes de pouvoir et une caisse de résonance des contestations et des critiques exprimées sur le terrain, le rôle du parti déclina fortement sous Ali. Les leaders furent écartés des décisions au plus haut de l'État, au profit des proches d'Ali Bongo et des agences d'experts ouvertes entre 2016 et 2020. Incarnant les exactions du pouvoir auprès des Gabonais, mais désormais incapables de représenter leurs intérêts, les élites du PDG étaient cruellement moquées sur les réseaux sociaux : « Même si le chien se présente contre le PDG on va voter le chien. Le PDG est une stupidité¹⁸. » L'opposition elle-même se retrouva fortement isolée durant les dernières années du pouvoir d'Ali Bongo. Dès le début de son mandat, Ali Bongo avait rompu avec les habitudes de son père, en laissant se tarir le dialogue avec l'opposition et la cooptation de ses leaders. Après les élections de 2016, le gouvernement accentua l'étouffement des dissidences¹⁹, notamment en instrumentalisant le droit pour interdire les manifestations de l'opposition. Alors que le pouvoir arguait d'un risque de trouble à l'ordre public, les militants du PDG pouvaient multiplier des marches spontanées de soutien à leur leader²⁰.

Comme le montre Alice Aterianus-Owanga à propos du kounébalisme, les critiques du régime ne furent pas seulement d'ordre politique : elles dessinaient une véritable économie morale portant sur tous les aspects du pouvoir, domestiques, corporels, matériels, idéologiques et moraux²¹. Pour l'autrice, la vague de critiques qui explosa en septembre 2023 à l'encontre des artistes compromis avec le régime d'Ali Bongo rendit tangible l'ampleur de la division, de la rancœur et de la colère sourde qui animait la sphère musicale (divisée entre les musiciens qui soutenaient le régime d'Ali et ceux qui le fuyaient) comme l'opinion publique.

Enfin, à la fin du règne d'Ali Bongo, le contexte économique s'était fortement dégradé. Le déclassement social et la précarité toujours plus grande des classes moyennes, venant s'ajouter au spectacle de la gabegie des ressources économiques du pays, ont joué un rôle très important dans le déclin de la faveur populaire dont bénéficiait jusque-là le régime d'Ali Bongo, et dans l'espoir immense qui accueillit la prise du pouvoir par le général Oligui Nguema. Depuis 2009, la gestion

17. M. Olivier, « Gabon. L'enfant déchu de la République », *Jeune Afrique*, 1^{er} juin 2020. Le 3 décembre 2019, l'aventure se termina abruptement : Sylvia et Nourredin Bongo déclenchèrent la dernière phase de l'opération secrète « Scorpion ». BLA fut incarcéré à la prison centrale de Libreville et accusé de détournement de fonds publics. Après quatre années d'incarcération, il fut libéré par le gouvernement du CTRI le 20 octobre 2023.

18. Commentaire de Dalvin Agnounta, vidéo Groupe Gabon Télévisions, « Un candidat, un projet. Invité Albert Ondo Ossa », 19 août 2023.

19. A. Aterianus-Owanga et M. Debain, « “Demain, un jour nouveau ?” Un renversement électoral confisqué au Gabon », *Politique africaine*, n° 144, 2016, p. 157-179.

20. A. Emame, « Usages et mésusages du droit au Gabon pendant le magistère d'Ali Bongo Ondimba », dans ce numéro.

21. A. Aterianus-Owanga, « Kounébalisme, culture et coup d'État... », art. cité.

économique du pays avait accentué un certain nombre de dysfonctionnements antérieurs, en particulier le rétrécissement toujours plus grand des sources de revenus du Gabon, une négligence dans la gestion de la production domestique, et la mainmise du clan Bongo sur les entreprises. Florence Bernault, dans ce numéro, détaille l'accélération du déclin économique des Gabonais et leur difficile survie au quotidien, un calvaire que les gens du pays prirent l'habitude de décrire par la métaphore de l'asphyxie²².

OLIGUI : UN HOMME AU SEIN DU SYSTÈME

Ce n'est pas par son appartenance familiale ou ethnique que le nouveau président, Brice Clotaire Oligui Nguema, est lié au système Bongo, mais de manière plus structurelle, par sa fidélité au modèle de gouvernance instauré par Omar Bongo à la fin des années 1960. Comme le montre Placide Ondo, ce modèle est celui d'un pouvoir fondé sur l'alliance de plusieurs familles du pays et sur une « alternance héréditaire »²³. Dès son investiture, le général Oligui Nguema a mis en exergue un pacte masculiniste et gérontocratique qui renvoie à l'ordre social fondé sur l'âge et sur le genre²⁴. Cette tactique rompt avec les « antivaleurs » du règne d'Ali Bongo dont l'un des credo était « on ne fait pas du neuf avec du vieux ». Oligui Nguema a immédiatement fait preuve d'égards à l'endroit des aînés, et des caciques, recevant en audiences individuelles certains d'entre eux qui étaient au cœur du pouvoir d'Omar Bongo.

Porteur de ce projet politique, le général Oligui Nguema naquit en 1975 dans le canton de Ngouoni, berceau de la famille Bongo, d'une mère altogovéenne proche des associations de musique et de danse dites *Kounébali* dirigées par Marie-Joséphine Kama (première épouse d'Omar Bongo, connue ensuite sous son nom de scène, Patience Dabany)²⁵. Son père est un général d'armée fang, originaire d'Oyem, ville du nord du Gabon, dont le mariage avec une femme proche du pouvoir a servi la carrière. Oligui Nguema n'est donc pas véritablement un « cousin » des Bongo au strict sens familial et clanique. Cependant, conformément au paradigme régional et ethnique du pouvoir du Gabon, n'étant ni entièrement fang ni entièrement altogovéen, il reste dans un entre-deux à même de rassurer les Gabonais vis-à-vis de la menace que représenterait l'hégémonie politique d'une ethnie particulière²⁶.

22. F. Bernault, « De la suffocation comme mode d'existence. Pouvoir et bio-fétichisme du corps au Gabon », dans ce numéro.

23. J. Njoya, « Parenté et politique en imbrication : la construction politico-juridique de la succession héréditaire », *Polis. Revue camerounaise de science politique*, vol. 16, n° 1-2, 2009, p. 54.

24. M. G. Schatzberg, *Political Legitimacy in Middle Africa...*, op. cit.

25. A. Aterianus-Owanga, « Kounabélisme, culture et coup d'État... », art. cité. Ce lien avec le Haut-Ogooué lie Oligui aux milieux du pouvoir dans la mesure où la famille Bongo en est originaire.

26. F. Bernault, « Dévoreurs de la nation : le mythe des invasions fang au Gabon », in C. Coquery-Vidrovitch, O. Goerg, I. Mandé et F. Rajaonah (dir.), *Être étranger et migrant en Afrique au XX^e siècle*.

À la veille du coup d'État, le général restait peu connu des Gabonais²⁷. Formé à l'académie royale militaire du Maroc à Meknès, puis aide de camp d'Omar Bongo, il avait été éloigné du Gabon en occupant divers postes diplomatiques après la prise du pouvoir par Ali Bongo en 2009. Son retour au pays en 2019, un an après l'AVC d'Ali Bongo, fut suivi de sa nomination à la tête du service de renseignement de la Garde républicaine, la Direction générale des services spéciaux (DGSS), poste qui lui permit par la suite de tenir les « barons du Gabon » par leurs dossiers secrets²⁸. Six mois plus tard, avec l'assentiment de Sylvie Bongo et de ses affiliés, qui cherchaient alors à écarter l'un des rivaux et remplaçants potentiels d'Ali, son frère Frédéric Bongo, le général Oligui Nguema fut nommé à la tête de la Garde républicaine, corps d'élite voué à la protection du régime²⁹.

Le général dut donc justifier son retournement politique après le coup – ce qu'il fit à plusieurs reprises dans les semaines qui suivirent le 30 août 2023. L'enregistrement audio d'une allocution à la Garde républicaine, le 18 septembre, devint viral sur les réseaux sociaux sous le titre « Papa a dit ». Oligui Nguema y décrit la manière dont Ali Bongo, malade, passait toutes ses journées à la résidence présidentielle, enfermé entre quatre murs par sa femme et son fils Nourredin. Ce dernier se contentait de transmettre les soi-disant ordres de son père au général, en commençant par la formule rituelle : « Papa a dit³⁰. » Après avoir détaillé les nombreuses humiliations perpétrées par Nourredin, Oligui Nguema expliqua à la GR qu'il n'avait fait que « s'arrimer » aux autres composantes de l'armée pour faire cesser le « trafic d'influence », la « corruption » et le « blanchiment d'argent », les falsifications de la signature du président, et la continuelle tricherie électorale organisée « aux yeux de tous » par les proches d'Ali Bongo. En conclusion, dit-il, il prit la décision « courageu[se] » d'organiser

Enjeux identitaires et modes d'insertion. Volume I : Politiques migratoires et construction, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 169-187.

27. En novembre 2022, un article précurseur, signé du journaliste Jocksy Andrew Ondo-Louemba, avait cependant décrit un homme « aussi puissant que secret ». « Mondeafrique avait pressenti le putsch militaire de Brice Oligui Nguema », *Mondeafrique*, 27 décembre 2023, <<https://mondeafrique.com/limage-du-jour/gabon-quand-mondeafrique-presentait-larrivee-au-pouvoir-de-brice-oligui-nguema/>>, consulté le 2 décembre 2024.

28. Une rumeur circula selon laquelle Oligui Nguema après le coup, contacta personnellement les bénéficiaires des projets de construction alloués par l'État, leur laissant le choix entre achever les travaux pour lesquels ils avaient été payés ou finir en prison.

29. « Qui est le Général Brice Clotaire Oligui Nguema, le nouvel Homme fort du pays ? » [en ligne], *EcoMatin*, 30 août 2023, <<https://ecomatin.net/gabon-qui-est-le-general-brice-clotaire-nguema-du-pays/>>, consulté le 23 mars 2024.

30. L'extrait audio fut commenté par Jeanne Le Bihan, « Oligui Nguema, les “enfants d'Omar” et le coup d'État au Gabon » [en ligne], *Jeune Afrique*, 19 septembre 2023, <<https://www.jeuneafrique.com/1484095/politique/oligui-nguema-les-enfants-domar-et-le-coup-d-etat-au-gabon/>>, consulté le 5 avril 2024. Il n'existe pas de lien public pour le document audio de l'allocution du général Oligui à la GR le 18 septembre 2023.

le coup d'État pour ne pas devoir, après les élections, « aller à l'abattoir » et « tuer les Gabonais³¹ ».

Ces arguments rencontrèrent l'assentiment du public, et cela d'autant plus que l'intérieur de l'édifice gabonais, tout en présentant à l'extérieur la façade d'un État de droit, donnait lieu à tous les mésusages possibles et imaginables du cadre légal et constitutionnel du Gabon. C'est la raison pour laquelle, selon Augustin Emame, le coup d'État du 30 août 2023, ayant mis fin à la fois à un processus électoral tronqué et à un régime en place depuis 56 ans, a semblé représenter pour l'opinion publique gabonaise un retour vers la légitimité de l'État³².

Dès les premières heures du coup d'État, des commentaires enthousiastes soulignèrent l'intelligence tactique du général Oligui Nguema³³. Sa prestance physique contrastait avec la laideur du président déchu. On loua ses qualités de danseur – mode d'action politique important au Gabon depuis au moins les années 1960³⁴. La prestation de serment du général, le 4 septembre 2023, en habit rouge flamboyant de la Garde républicaine, usa savamment du prestige rattaché à l'apparat militaire. Depuis, ces tactiques visuelles n'ont pas cessé, et le président du CTRI alterne postures de familiarité (il se rend sur des chantiers de construction en habit militaire de combat, prend des bains de foule) et moments cérémoniels lors desquels rien n'est laissé au hasard afin de mettre en scène la dignité et la souveraineté du chef de l'État.

Adossées au renforcement de l'autorité du chef suprême de l'État, les premières décisions d'Oligui Nguema à la tête du gouvernement sont allées dans le sens d'un régime autoritaire et personnel. Après la dissolution des institutions parlementaires, il a procédé, sans élection, à la nomination par décret des nouveaux députés et sénateurs³⁵. Le 6 septembre, le gouvernement a également nommé les nouveaux membres de la Cour constitutionnelle, en s'assurant que chaque province du Gabon soit représentée. Enfin, ses rivaux potentiels ont été écartés : aucun des membres du gouvernement de transition constitué par le Premier ministre Ndong Sima ne peut être candidat aux prochaines élections³⁶. Un important culte de la personnalité du général a fleuri depuis août 2023,

31. Allocution du général Oligui à la GR, 18 septembre 2023, enregistrement audio.

32. A. Emame, « Usages et mésusages du droit au Gabon... », art. cité.

33. Le 30 août au petit matin, prétextant des nécessités ayant trait à leur sécurité à quelques heures de la proclamation des résultats, Oligui Nguema conseilla aux membres de la famille Bongo de se réunir ensemble à la résidence. Encerclés par les soldats, ils se retrouvèrent piégés. Voir aussi la description du coup dans la vidéo officielle de la Présidence de la République du Gabon, « Film récapitulatif des 100 premiers jours du Président de la Transition » [en ligne], janvier 2024, <<https://www.youtube.com/watch?v=XI-TdRIDfY>>, consulté le 6 avril 2024.

34. Vidéo signée Fancluboligui, « Le président Oligui est un grand danseur » [en ligne], TikTok, sans date, <<https://www.tiktok.com/@fancluboligui/video/7333653036285398277>>, consulté le 4 avril 2024.

35. Les 98 membres de l'Assemblée et les 70 membres du Sénat furent nommés le 7 octobre 2023.

36. « Au Gabon, du coup d'État à Ndong Sima, la saga de l'implosion de l'opposition », *Jeune Afrique*, 8 septembre 2023.

sous les surnoms respectifs du «Messie», du prophète «Joshua» et d'*Akomo Mba* (fang : héros guerrier)³⁷. Nous reviendrons sur ces appellations. Enfin, si les ténors de l'opposition gabonaise, comme Albert Ondo Ossa et Jean Ping, ont pu brièvement rencontrer le nouveau président, la mouvance historique de l'opposition a semblé jusqu'ici dépassée par la relative indifférence que lui manifeste le public.

LE COUP DE LA RESTAURATION

Le 9 mars 2024, soit six mois après le coup d'État militaire du 30 août 2023, Laurence Ndong, la ministre de la Communication et des nouvelles technologies, vilipendait les médias publics à propos de la présence incongrue, et selon elle disproportionnée, du PDG, bras politique de l'ancien gouvernement. Invitée au journal télévisé du soir, elle déclara ceci :

« Ce parti qui a gouverné le pays quasiment comme un parti-État, qui avait la primauté dans les médias, notamment dans les médias publics, et au moment où nous parlons de transition, du jour au lendemain, on a comme l'impression que le PDG réapparaît, et revient à la une dans les médias publics comme s'il n'y a[vait] pas de vie politique publique³⁸. »

La double interrogation de la ministre pose un problème épistémologique et politique profond à la suite d'un coup d'État dont l'objectif proclamé était « la restauration des institutions ». Car, selon les dictionnaires, « restaurer » consiste à « rétablir en son état ancien », ou « en sa forme première », par exemple « restaurer la paix », « réparer une œuvre », « un monument, en respectant l'état premier ». Quel est « l'état ancien » des institutions que le CTRI souhaite « restaurer » au Gabon ? Quelle est « l'œuvre » ou le « monument » qu'il doit « réparer » en « respectant son état premier » ?

Ces questions trouvent une réponse pragmatique dans la dynamique politique de la restauration telle qu'elle est en train de se dérouler au Gabon. En effet, depuis ce que le CTRI a appelé le « coup de liberté » du 30 août 2023, les actes posés par cette institution, ainsi que les critiques qui lui ont été adressées par les dirigeants du Parti démocratique gabonais conspirent à faire valoir la pertinence de la Restauration gabonaise comme un véritable « retour à la monarchie d'Omar Bongo », dont le long règne s'est poursuivi entre 1967 et 2009, puis, après sa mort, avec les quatorze années au pouvoir de son fils, Ali Bongo Ondimba. Cette perspective nous permet de mieux comprendre pourquoi Albert Ondo Ossa, le concurrent d'Ali Bongo Ondimba à l'élection du 26 août 2023, parle d'une révolution de palais. Car il apparaît évident que « l'œuvre » que le CTRI

37. A. Aterianus-Owanga, « Kounabélisme, culture et coup d'État... », art. cité.

38. Journal télévisé de 20 heures, Groupe Gabon Télévisions, 9 mars 2024, <www.youtube.com/live/MQ4kWaPe7zA?si=WLf9G20VXl8tdy7>, consulté le 2 décembre 2024.

s'est donné le devoir de restaurer est celle d'Omar Bongo Ondimba et de son parti, le PDG, après 56 ans d'hégémonie politique au Gabon.

La restauration, entendue dans le sens que nous venons de suggérer, est attestée par les nombreux actes politiques, économiques et symboliques posés par le président Oligui Nguema depuis sa prise de pouvoir. Nous pouvons mentionner, entre autres, son voyage au Congo-Brazzaville, le 14 mars 2024, à Oyo, pour s'incliner sur la tombe d'Édith Bongo Ondimba, ancienne épouse d'Omar Bongo Ondimba et Première dame du Gabon³⁹. Le même geste symbolique a été effectué par le général sur la tombe d'Omar Bongo Ondimba, à Franceville⁴⁰. Mais il y a plus. Selon l'hebdomadaire *Jeune Afrique*, le général Oligui Nguema « utilise aussi le cinquième étage du Palais du bord de mer, où il reçoit parfois et organise des dîners⁴¹ ». Il a également pris possession de la chambre du défunt Omar Bongo Ondimba, que son fils Ali avait toujours refusé d'utiliser⁴². Sur le plan économique, souligne toujours *Jeune Afrique*, « Oligui Nguema entend nationaliser tout ce qui peut l'être, en tout cas dans les secteurs qu'il juge stratégiques (ainsi que rentables)⁴³ ». Enfin, les premiers actes du gouvernement, comme la « restauration » des routes, le paiement des arriérés des pensions de retraite et leur arrimage à la nouvelle grille salariale, ainsi que le recrutement de centaines de jeunes dans la fonction publique, notamment à l'université Omar Bongo, ont eu pour objectif de rétablir la dignité des Gabonais.

Le PDG participe de cette restauration. Si Laurence Ndong déclarait à la télévision que le Gabon, dirigé pendant 56 ans par le PDG, avait été gouverné « quasiment comme un Parti-État », la rue gabonaise dit souvent que le PDG représentait la famille Bongo. L'idée d'un parti « représentant » la famille de son fondateur trouve ici un sens qui va au-delà du seul fait que bien des partis, en Afrique et au Gabon, ont des bases ethniques et que leurs dirigeants sont généralement choisis dans la parentèle rapprochée de leurs fondateurs. Or, sur ce plan, le général Oligui Nguema et le CTRI ont fait ressurgir, par leurs déclarations, des affects identitaires qui se sont bruyamment manifestés lors de la conférence dite du « Dialogue national inclusif » convoquée à Libreville en avril 2024. Malgré le fait que le nouveau chef de l'État ait condamné ce qu'il appelle le régionalisme, l'idée était présente depuis des mois dans le discours politique et l'opinion publique⁴⁴. Le président lui-même insiste souvent sur le principe

39. I. Obanga Makessi, « Congo: le Gén. Oligui Nguema rend hommage à Édith Lucie Bongo » [en ligne], *Gabon Media Time*, 14 mars 2024, <<https://search.app/mdugYj4cich5vCRcA>>, consulté le 2 décembre 2024.

40. « Gabon Société. Le président de la Transition au mausolée Omar Bongo à Franceville » [en ligne], *Gabon 24*, 19 septembre 2023, <https://youtu.be/69Z2MaVkw1c?si=-trQDMPA_PK1da2k>, consulté le 2 décembre 2024.

41. M. Ben Yahmed, « Oligui Nguema peut-il vraiment changer le Gabon ? », *Jeune Afrique*, 24 mai 2024.

42. *Ibid.*

43. *Ibid.*

44. « La montée de l'identitarisme au Gabon inquiète le CTRI, mais les responsables politiques et d'opinion contribuent à banaliser ce "poison identitaire". » « Tribune libre. Gabon : le péril de l'hydre